



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
SERVICE ENVIRONNEMENT RISQUES
Pôle Eau**

Affaire suivie par : Franck ROMAN
Tel : 04 92 30 20 93
Mél : ddt-ser-pea@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

Digne-les-Bains, le **25 MARS 2024**

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT LA MISE EN EAU DU CANAL DU BREC SUR LE FLEUVE VAR
COMMUNE D'ENTREVAUX**

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-235-010 du 23 août 2022 donnant délégation de signature à Madame Catherine GAILDRAUD, Directrice Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-030-005 du 31 janvier 2024 portant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU le courrier du pôle de l'eau de la direction départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence du 28 février 2024, adressé à la mairie d'ENTREVAUX, demandant la régularisation administrative au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement du prélèvement d'eau alimentant le canal du Brec et du plan d'eau de loisir du camping communal du Brec sur la commune d'ENTREVAUX ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, considéré complet en date du 19 mars 2024, présenté par la commune d'ENTREVAUX, représentée par monsieur le Maire, et relatif aux travaux de mise en eau du canal du Brec sur le Var sur la commune d'ENTREVAUX ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Commune d'ENTREVAUX
2, place Charles PANIER
04320 ENTREVAUX**

concernant les travaux de mise en eau du canal du Brec sur le Var dont la réalisation est prévue dans la commune d'ENTREVAUX.

Les travaux et activités déclarés dans le dossier comprennent :

- le curage (8 m³ de sédiment sur 25 m linéaire) de la prise d'eau à l'amont et à l'aval immédiat de la vanne d'entrée du canal ;
- la mise en eau du canal.

Les prescriptions suivantes sont respectées :

- Le service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) est préalablement informé au moins huit jours avant de la date retenue pour la première remise en eau et les modalités d'intervention ;
- Les préconisations qui sont édictées par l'OFB pour la préservation du milieu aquatique sont rigoureusement respectées ;
- Lorsque des pêches de sauvegarde de la faune piscicole s'avèrent nécessaires, elles sont effectuées aux frais du déclarant ;
- Les perturbations des bras en eau sont très localisées et de courte durée ;
- Tous les mouvements de chenaux sont réalisés avec le plus grand soin et selon les directives de l'OFB ;
- La circulation et le travail des engins se font hors d'eau selon les directives de l'OFB, des passages busés temporaires peuvent être aménagés en tant que de besoin ;
- Les interventions visant à la réparation des prises d'eau pendant la saison d'arrosage (suite à un orage par exemple) peuvent être réalisées, sans formalité préalable, dans le respect des prescriptions nécessaires à la protection du milieu aquatique données par l'OFB lors de la première mise en eau annuelle. Elles font l'objet d'une simple information de l'OFB ;
- A l'issue de la mise en eau du chantier, un compte-rendu d'exécution est adressé par voie postale et électronique au service de police de l'eau de la DDT ainsi qu'à l'OFB. Ce compte-rendu comprendra le récapitulatif du déroulement du chantier et les plans de récolement en adéquation avec les plans projet du dossier ;
- En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, les travaux de mise en eau du canal du Brec doivent intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Volume	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	50 m ²	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014 NOR : DEVL1404546A

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé conformément au dossier déposé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie d'ENTREVAUX où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture des ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au Préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour Le Préfet et par délégation,

Pour la Cheffe de Service
Environnement et Risques

Le Chef de Service

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'application de la loi « informatique et liberté » du 06 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

